



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
INTERDEPARTEMENTALE
ILE-DE-FRANCE

2 avenue Jeanne d'Arc - BP 111
78153 Le Chesnay Cedex
Tél. : 01 39 23 42 00
Fax : 01 39 23 42 42
accueil@ile-de-france.chambagri.fr

Monsieur BOUSSAINGAULT
Maire de Boigneville
2 rue de Saint-Val
91720 BOIGNEVILLE

Le Chesnay, le 08 août 2017

N/Réf : 2017/BA/135/ST

Objet : PLU

Monsieur le Maire,

Conformément à l'article L. 123-9 du code de l'urbanisme, vous m'avez fait parvenir un projet de PLU arrêté par délibération de votre Conseil Municipal afin de recueillir l'avis de notre Compagnie et je vous en remercie.

Après examen du dossier, la Chambre Interdépartementale d'Agriculture d'Île-de-France constate avec satisfaction la volonté de la commune de maîtriser son développement au périmètre actuel ainsi que la présence d'un diagnostic agricole dans le rapport de présentation.

Cependant, ce diagnostic ne comprend ni carte de circulation des engins agricoles, ni commentaire sur celle-ci, bien qu'un titre de sous chapitre lui soit dédié. Pour rappel, la circulation des engins agricoles est une des composantes indispensables au fonctionnement des exploitations entre les parcelles et le siège d'exploitation mais également entre ce dernier et les entreprises d'amont et d'aval ou entre exploitations lors d'entraide par exemple. Il est donc indispensable d'ajouter un plan de circulation avec l'identification des points noirs existants afin que les aménagements urbains, de voiries, de stationnement préservent un gabarit utilisable dans de bonnes conditions par les engins agricoles. Nous attirons également l'attention sur les problématiques d'incivilités suite à la multifonctionnalité des chemins. De plus, le diagnostic agricole comprend l'adresse d'exploitants, nous demandons à ce qu'elles n'apparaissent pas.

Concernant le zonage et le règlement, la Chambre d'agriculture est défavorable au zonage Ap qui diminue fortement les possibilités d'installation d'agriculteurs et également le développement d'ARVALIS dont le zonage est très serré. Le SDRIF autorise les constructions agricole dans la lisière des 50 m or la commune annule cette possibilité en mettant toute lisière en zone Ap et en la doublant. Cette décision est incompréhensible du fait qu'un bâtiment sera toujours plus facilement intégré à son environnement près d'une lisière plutôt qu'au milieu des champs. De plus, l'article A11 pénalise également les possibilités d'intégrations paysagères des bâtiments en imposant une longueur maximale de 42m et une largeur maximale de 22m. Une limitation en surface permettrait de s'adapter à tout type de situation.

Nous sommes également défavorables au zonage N de parcelles agricoles, comme celles situées au sein de la forêt. J'attire votre attention sur le fait que la SAFER peut beaucoup plus facilement préempter des parcelles en zone A qu'en zone N.

La Chambre d'agriculture émet donc un avis défavorable et espère que ses modifications demandées seront prises en compte dans votre projet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de ma parfaite considération.

Le Président,



C. HILLAIRET